

Je recommanderai la politique suivie par M. O'Hurley au ministre, en tant que ministre de la Production de défense et aussi en tant que ministre de l'Industrie, s'il assume ces fonctions. Je dirai, à cet égard, qu'à mon avis, c'est l'aspect de la production de défense dans le nouveau ministère de l'Industrie qui devrait surtout intéresser le ministre. Je ne sais au juste pourquoi le gouvernement est tellement impatient de créer un ministère de l'Industrie, alors qu'il y a déjà le ministère du Commerce, et je crains qu'il n'y ait là double emploi, double effort, qui aboutira à la confusion parce qu'il y aura deux services de l'État qui, dans bien des cas, seront obligés d'exécuter les mêmes tâches, tâches qui sont cependant très importantes pour l'économie de notre région.

Je ne comprends pas très bien non plus l'inquiétude qu'éprouve le gouvernement au sujet de l'industrie alors que celle-ci est, depuis plus d'un an déjà, en pleine expansion. Le Livre blanc déposé sur le bureau de la Chambre mardi dernier indique que notre produit national brut a dépassé 40 milliards de dollars. Cela n'indique guère que nos affaires appellent une direction plus marquée de la part du gouvernement. En effet, ayant consulté le discours du trône et le programme que se propose le gouvernement, je me permettrai de dire que des mesures législatives comme celles dont nous sommes maintenant saisis pourraient bien gêner la marche des affaires, alors qu'on nous fait entendre qu'elles stimuleraient notre économie et lui feraient atteindre des sommets sans précédent. Une économie dont le produit national brut accuse une augmentation de 8 p. 100, une économie dans laquelle l'indice des prix à la consommation n'a monté que de 1.2 p. 100, n'est pas celle avec laquelle on peut jouer, et si l'homme d'affaires est capable de prouver qu'il sait faire marcher sa propre entreprise, et exécuter son travail de façon aussi efficace qu'il l'a fait ces deux ou trois dernières années, il me semble que nous ne devrions pas ériger d'autres obstacles sur sa route, en recourant à trop de mesures bureaucratiques.

J'en reviendrai maintenant à l'industrie aéronautique qui se trouve dans ma circonscription, et qui éprouve, en ce moment, des difficultés, qui, d'après ce qu'avait annoncé le candidat libéral à mes commettants, devaient se dissiper et s'évanouir dès qu'un gouvernement libéral, qui connaissait toutes les réponses, serait élu. Le parti libéral a pu obtenir un plus grand nombre de sièges qu'aucun autre parti dans notre pays. Il forme aujourd'hui le gouvernement. Mais mes mandants n'ont rien vu s'évanouir, à moins que

ce ne soit leurs emplois dans l'industrie aéronautique. Ce n'est pas là ce que mes commettants ont été amenés à croire. Oui, monsieur le président, l'industrie de l'aéronautique doit faire face, aujourd'hui, à bon nombre de problèmes auxquels le ministre de la Production de défense devrait consacrer son temps, au lieu d'essayer d'usurper la tâche du ministre du Commerce, qui, j'estime, est tout à fait capable de s'acquitter des fonctions qu'on lui a confiées.

Le programme de partage de la production de défense mis au point par l'ancien gouvernement conservateur grâce aux bons offices des ministres de la Production de la défense, des Finances et du Commerce, avec nos amis des États-Unis, a été des plus profitables. Pour indiquer jusqu'à quel point il l'a été, on a seulement à relever une déclaration faite récemment à la presse par le ministre actuel de la Production de défense signalant, entre autres choses, qu'entre 1951 et 1958, le Canada avait un solde défavorable en matière de production de défense s'élevant à 49 millions de dollars et que depuis lors nous avons un solde favorable de près de 80 millions de dollars. Je dirais que cela explique assez bien jusqu'à quel point le gouvernement a réussi à obtenir des contrats pour nos usines de défense, et nous voudrions certes voir la chose se continuer, quel que soit le parti au pouvoir. Nous applaudirons certainement aux efforts que le ministre déploiera dans ce sens et nous aurons raison de le faire parce que cela signifiera plus d'emplois, plus de travail, et plus de dollars dans les goussets de nos concitoyens.

Ce qui me déconcerte un peu, c'est que le ministre de la Production de défense déclare maintenant que son ministère essaiera d'équilibrer le partage des frais de production de défense afin que les États-Unis ne soient pas dans une position défavorable dans ce domaine. Si c'est la tâche que le ministre actuel de la Production de défense entend accomplir quand il sera ministre de l'Industrie, s'il essaie de faire exécuter dans les usines américaines des travaux qui pourraient tout aussi bien être exécutés au Canada, il ne fera pas un apport énorme à l'ensemble de l'économie ni à l'industrie aéronautique canadienne. S'il agit autrement, j'aimerais qu'il l'explique à la Chambre. Je crois qu'il importe au plus haut point que nous sachions exactement ce qu'il a en vue dans ce domaine. Le *Chronicle-Herald* d'Halifax, dans un éditorial du 8 juin, déclarait son inquiétude à la suite de cette déclaration et je crois qu'on devrait le renseigner sur cette nouvelle attitude au sujet du partage des frais de production de défense et j'estime qu'on devrait aussi renseigner les députés.